

## APRÈS LA MORT DE L'INGÉNIEUR FRANÇAIS DANS L'ATTENTAT DE BÉNI-AMRANE

# La France joue la prudence

**La France se repositionne par rapport à l'Algérie et joue la carte de la prudence, doublée de réalisme. En affirmant qu'aucune consigne de sécurité ne sera diffusée suite à la mort d'un ingénieur français travaillant pour Razel, dans l'attentat de Béni-Amrane, Bernard Kouchner reconnaît que les intérêts économiques priment sur les considérations purement sécuritaires.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le chef de la diplomatie française, qui a affirmé hier que l'Algérie était «un pays dangereux puisqu'il y a eu cinq attentats en quelques jours», a néanmoins ajouté que «c'est un pays où nous devons travailler, c'est un pays où nous travaillons, où les rapports commerciaux, amicaux, sont évidemment très importants, et il faut les développer». Une déclaration en direction des entreprises françaises qui, il y a quelques mois, avaient été prises de panique suite à la diffusion d'un communiqué du GSPC qui promettait de s'en prendre aux intérêts français en Algérie. Son appel n'a visiblement pas été entendu puisque l'entreprise française de BTP Razel a rappelé en France les trois autres Français qui travaillaient sur un chantier de réparation du tunnel ferroviaire de Lakhdaria. «Nous venons de décider que les

trois autres Français qui travaillaient sur le chantier prendraient aujourd'hui même l'avion pour Paris. Nous ferons avec eux le point de la situation et nous verrons si nous pourrions renvoyer du personnel français.

Pendant un certain temps, le chantier peut fonctionner sans personnel français», a déclaré à l'AFP Jean-Marie Sifre, directeur de la communication de l'entreprise. Interrogé sur d'éventuelles directives adressées aux ressortissants français au lendemain de l'attentat, le ministre des Affaires étrangères français a indiqué pour sa part que «non, il faut évidemment être prudent, il ne faut pas être seul, mais il n'y a pas de consigne particulière».

Mais la décision revient, évidemment aux entreprises. Kouchner, qui avait quitté Alger vendredi après la tenue de la conférence des pays méditerranéens, a expliqué

que «quand on en parle aux responsables algériens, au président Bouteflika, ils sont déterminés à poursuivre, ils se battent contre ce que l'on croit à chaque fois être le dernier attentat. Ces attentats ne sont pas revendiqués et les groupes islamistes dans la mouvance d'Al-Qaïda sont très surveillés».

Réagissant par le biais d'un communiqué juste après l'attentat, Kouchner avait déclaré : «Je viens d'apprendre le double attentat qui a endeuillé l'Algérie en cau-

sant la mort de plusieurs personnes, dont un ressortissant français. Je veux dire mon sentiment de révolte et ma condamnation absolue face à cette violence terroriste aveugle que rien ne peut justifier. Mes pensées vont aux familles et aux proches des victimes, si cruellement et injustement frappées. Elles vont aussi au peuple et aux autorités d'Algérie, qui combattent avec courage et détermination le fléau du terrorisme. Leur combat est aussi le nôtre.» C'est la deuxième fois

en moins d'une semaine qu'il soutenait l'Algérie dans son combat contre le terrorisme puisque mercredi dernier et à la veille de son déplacement à Alger, il réaffirmait sa solidarité aux autorités algériennes, quelques heures après les deux attentats kamikazes à Bordj-El-Kiffan.

«J'ai appris avec émotion les attentats perpétrés aujourd'hui près d'Alger qui ont fait plusieurs blessés. J'adresse aux victimes l'assurance de toute ma sympathie et je réaffirme aux autorités algé-

riennes toute ma solidarité face à ces actes terroristes inadmissibles», déclarait-il. Cet attentat intervient au lendemain de la conférence des ministres des Affaires étrangères de la Méditerranée consacrée à l'Union pour la Méditerranée et qui a confirmé les réticences des pays de la rive sud à adhérer au projet français. Le parquet antiterroriste de Paris a ouvert lundi une enquête préliminaire après la mort du ressortissant français.

N. I.

## AU LENDEMAIN DU DOUBLE ATTENTAT

### À LA BOMBE DE BÉNI-AMRANE, À LAKHDARIA

# Peur et désarroi au sein de la population locale

**Beni Amrane (Lakhdaria), hier matin. Le ciel était chargé. La rue de cette petite cité, à environ 80 km à l'est d'Alger, grouillait de monde. Chacun vaquait à ses occupations quotidiennes, feignant d'oublier pour un moment le double attentat à la bombe perpétré la veille vers 17h et qui a coûté la vie à un ressortissant français, ingénieur chez Razel, une entreprise française de travaux publics, et à son chauffeur algérien.**

**De notre envoyé spécial à Beni-Amrane : Lyès Menacer**

Au niveau de la gare ferroviaire où a eu lieu cet attentat meurtrier, les services de sécurité ont quadrillé les lieux pour les besoins de l'enquête. Il faut une autorisation de la wilaya pour pouvoir y accéder, a indiqué un gendarme. Les agents de Sonelgaz tentaient sur place de rétablir le courant électrique, coupé après les deux déflagrations. En face de cette gare, les traces de la seconde bombe, qui a explosé un quart d'heure après la première, étaient encore visibles. Les deux engins avaient été enclenchés à distance. Chez les habitants du voisinage, le silence était de rigueur. Personne ne voulait commenter cet attentat, y compris ceux qui étaient sur

place au moment de l'explosion de la première bombe. «Je n'étais pas ici hier. Il faut demander à mes autres collègues», se contenta de répondre le serveur d'un restaurant, situé à une soixantaine de mètres du lieu du drame. «Nous avons terminé le travail tôt hier après-midi. Il faut voir du côté de la station-service qui est à côté. Les pompiers ont tout vu», rétorquent les trois cuisiniers de ce restaurant, très occupés à nettoyer une caisse de poulet. Les pompiers étaient aussi inabondables que ces jeunes restaurateurs qui semblaient s'être donné le mot pour garder le silence.

Le temps était en fait à la peur et à la méfiance. Installé à l'entrée de la station-service, un jeune vendeur de cigarettes a préféré lui aussi garder la bouche cousue. Il se résout enfin à parler, quelques minutes plus tard, encouragé par le récit approximatif de Hakim, un habitant du voisinage : «Personne ne peut fournir le chiffre exact du nombre de morts et de blessés de cet attentat ou livrer la véritable version des faits. Les choses se sont passées vite. On sait seulement que l'ingénieur français et son chauffeur sont tués», dira-t-il d'une voix presque inaudible, empreinte d'une grande peur. Hakim, un cafetier du coin, affirme avoir vu un terroriste tirer avec un kalachnikov sur les gendarmes qui escortaient la voiture de l'ingénieur français. «J'ai vu le terroriste qui a commencé à tirer en direction des gendarmes juste après la première déflagra-

tion. Il était arrivé un quart d'heure auparavant dans une voiture qui l'a déposé sur le bord de la route», raconte Hakim, montrant du doigt la loge de gardiennage de la SNTF où s'est caché le criminel avant de prendre le chemin du maquis.

De nombreuses personnes qui faisaient le plein au niveau de cette station-service ont aperçu ce terroriste adossé au mur de cette loge de gardiennage, mais aucun n'a osé penser à la suite des événements. «Il était bien rasé et habillé d'une façon normale. Son comportement n'a laissé planer aucun soupçon sur sa dangerosité», déclara Sofiane qui affirme avoir vu un militaire rejeté sur plusieurs mètres suite à l'explosion de la seconde bombe, placée sur l'autre côté de la route. «Il y avait aussi d'autres militaires et un pompier par terre. Ils étaient tous blessés mais je ne sais pas s'il y avait des morts parmi eux», ajouta-t-il encore sous le choc. Ce n'était pas le cas de ses autres amis qui parlaient de football et des transferts des joueurs des grandes équipes du championnat algérien. «Les gens d'ici ont l'habitude de voir ce genre d'horreur. C'est pour cela qu'ils préfèrent ne pas trop en parler. Et puis, les terroristes bénéficient aussi de la complicité de certains habitants de la région», dira ce groupe de jeunes qui cachent mal leur désarroi au sujet de la dégradation sécuritaire au niveau de cette région ces derniers mois.

L. M.

## LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE MET FIN AUX SPÉCULATIONS

# L'ANP a-t-elle repris en main le dossier sécuritaire ?

**Le ministère de la Défense nationale met fin aux spéculations : via un communiqué adressé à l'ensemble des rédactions nationales, hier lundi, en début d'après-midi, l'institution militaire dément, de la manière la plus officielle qui soit, le chiffre avancé en guise de bilan de l'attentat terroriste perpétré dimanche à Beni-Amrane, dans la wilaya de Boumerdès.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «La presse nationale parue le 9 juin 2008 a rapporté une information faisant état de treize (13) morts dans un double attentat à la bombe à la gare ferroviaire de Beni-Amrane à Boumerdès», lit-on d'emblée en effet dans le communiqué où il est, tout de suite après, précisé que «le ministère de la Défense nationale dément cette information et affirme que cet attentat a fait deux (02) morts : un ressortissant français et son chauffeur de nationalité algérienne, exerçant dans une société française de travaux publics». Avant de conclure tout bonnement : «Par conséquent, les chiffres rapportés par la presse sont inexacts.» L'attentat de dimanche, largement médiatisé, avait fait l'objet de plusieurs réactions

diplomatiques à très haut niveau, dont celle du ministre français des Affaires étrangères. Il faut dire que le bilan annoncé la veille faisait état de la mort d'une dizaine de militaires.

Ce qui autorise légitimement les plus vives inquiétudes au niveau international à la veille de l'inauguration officielle de la Foire internationale d'Alger et, au niveau national, cela a fini par créer une espèce de psychose lorsqu'on rappelle que, mercredi dernier, un autre attentat avait également ciblé une caserne de la Garde républicaine, à quelques kilomètres seulement de là. Dès lors, l'intervention du ministère de la Défense a le mérite de remettre les pendules à l'heure. Elle était d'autant plus opportune qu'elle était précé-

dée de l'annonce, par plusieurs chaînes satellitaires reprenant l'agence britannique Reuters, d'un attentat qui s'avérait fictif, dans une gare routière à Bouira avec un bilan des plus effrayants (plus de 20 morts). Cette succession d'événements ne peut que susciter deux interrogations au moins : comment une agence aussi prestigieuse que Reuters peut-elle se tromper aussi lourdement sur un sujet aussi sensible ? Y a-t-il eu manipulation et volonté d'instrumentaliser un canal aussi redoutable à dessein ?

A défaut de réponse dans l'immédiat, la question reste d'une brûlante actualité. Et pour cause, la rumeur a été lancée à quelques heures seulement de l'inauguration, par Bouteflika, de la Foire internationale d'Alger. L'autre interrogation de taille dans toute cette histoire est, bien évidemment, celle de savoir pourquoi c'est le ministère de la Défense qui réagit cette fois-ci. Depuis pratiquement 5 ans effectivement, les Tagarins ont laissé la tâche de

l'expression publique concernant le dossier sécuritaire aux soins du ministère de l'Intérieur. C'est d'ailleurs le plus souvent le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur en personne qui s'exprime sur la question. Et, il faut bien le dire, avec globalement des résultats mitigés. La gestion médiatique du dossier sécuritaire connaît ainsi ces dernières années une notable régression alors même que le contexte international n'a jamais été aussi favorable pour l'Algérie avec l'émergence, à visage découvert, d'Al-Qaïda et de ses tentacules, au Maghreb et en Algérie particulièrement. L'armée a-t-elle enfin décidé de reprendre la gestion d'un dossier qu'elle seule peut maîtriser ?

Fort probable, même si le ministère de l'Intérieur a, de son côté, tenté de rattraper «le coup», hier en fin d'après-midi, en démentant l'information de Reuters qui évoquait un attentat fictif à Bouira.

K. A.

## BOUIRA

# Panique générale après la fausse information

Jamais, le bureau du Soir d'Algérie de Bouira n'a vécu un moment aussi mouvementé que cet après-midi d'hier. Et pour cause ! l'info tombée sur le fils de l'agence Reuters et vite reprise dans la bande d'informations continue de la chaîne satellitaire Al Jazeera faisant état d'un attentat à la bombe survenu dans la gare routière de Bouira qui aurait fait au moins 20 morts, avait de quoi alerter les plus indifférents. A fortiori, les rédactions centrales des journaux.

A commencer par celle de notre journal. Le rédacteur en chef qui nous appelle, à même pris un temps d'arrêt pour s'assurer de notre voix et de notre réaction. C'est lui-même qui nous apprend l'information que nous avons vite démentie tant notre bureau est situé justement à proximité de la gare routière de Bouira. Pour la suite, c'est la course contre la montre pour voir un peu partout au niveau des autres dairas et des communes si aucun attentat à la bombe n'est à signaler.

Les services de police que nous avons contactés, ainsi que ceux de la gendarmerie, se sont relayés pour démentir l'information. Des confrères des autres journaux n'ont cessé de nous appeler pour en savoir plus sur ce «faux scoop». Au niveau de la ville de Bouira, c'est la panique générale. Les gens accouraient vers la gare routière pour comprendre ce qui s'est passé.

Du côté de la famille, puis des délégués des arouchs de Bouira et de Béjaïa, puis du député Ali Brahimi, tout ce beau monde nous a appelés pour s'enquérir de notre sort et des détails sur ce qu'ils venaient d'apprendre.

Moins de deux heures plus tard, l'information est démentie par quelques chaînes. Heureusement, car cette fausse information a vraiment créé une véritable panique chez les citoyens et même chez les familles, surtout celles dont un des leurs pouvait se trouver au niveau de la gare routière de Bouira à l'heure indiquée. Cependant, même fausse, l'information ne devrait pas faire baisser le degré de vigilance de mise chez les services de sécurité.

H. M.

## Les précisions du MDN

La presse nationale parue le 9 juin 2008 a rapporté une information faisant état de 13 morts dans un double attentat à la bombe à la gare ferroviaire de Beni-Amrane/Boumerdès.

Le ministère de la Défense nationale dément cette information et affirme que cet attentat a fait deux morts : un ressortissant français et son chauffeur de nationalité algérienne, exerçant dans une société française de travaux publics.

Par conséquent, les chiffres rapportés par la presse nationale sont inexacts.